

Quel est le bilan de la politique de Nicolas Sarkozy en matière agricole et de pouvoir d'achat ?

Consommateurs et paysans, tous étranglés

Par Gérard Le Puill, journaliste honoraire.

Un paradoxe aussi redoutable que peu observé frappe la France depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à l'Élysée. De plus en plus de paysans sont plongés dans une spirale de l'endettement et de la pauvreté, faute de pouvoir vendre leurs produits à des prix rémunérateurs. De plus en plus de ménages n'accèdent plus à une alimentation correcte, même en recourant régulièrement aux dons et aux achats à prix symboliques qu'ils obtiennent des associations caritatives. Chômeurs, précaires, retraités aux petites pensions et migrants bloqués au cours de leur transit forment les gros bataillons de cette nouvelle catégorie d'intermittents de la bouffe. D'autres ménages, encore plus nombreux, font désormais du budget alimentation l'ultime variable d'ajustement de leurs dépenses mensuelles. Ceux-là développent des stratégies permanentes de fréquentation du hard discount, de ciblage des promotions, d'achats groupés, si de besoin, pour économiser un par un les euros qui permettent de payer le loyer et d'autres factures en fin de mois.

En 2007, le président de la République promettait de rendre du pouvoir d'achat aux ménages en faisant baisser les prix chez les distributeurs. Tout comme le « travailler plus pour gagner plus », le volet baisse des prix de cette propagande visait à contenir l'évolution des salaires et des pensions... Après un tête-à-tête avec Michel-Édouard Leclerc pour caler sa stratégie, le chef de l'État avait confié à Jacques Attali la rédaction d'un rapport pour débrider l'économie française via une nouvelle dose d'ultralibéralisme. Il lui fallait donner aux distributeurs le pouvoir de faire payer la facture à leurs fournisseurs. Ce qui déboucha sur la loi de modernisation de l'économie (LME) votée par les parlementaires de droite en 2008 et appliquée depuis 2009.

Cette loi n'a pas fait baisser les prix. Sauf les prix agricoles. En introduisant une sorte de négociation permanente des prix, elle a accentué de manière très significative la perversion et multiplié les coups tordus dans les relations commerciales entre fournisseurs et acheteurs au profit des seconds. En clair, plus un acheteur se montre déloyal vis-à-vis d'un fournisseur, plus il l'oblige à baisser ses prix.

Concrètement, la centrale d'achat d'un distributeur français peut, en important d'Allemagne des côtes de porc, du steak de vache de réforme et du lait de consommation courante,

stopper ou réduire considérablement ses achats chez des fournisseurs hexagonaux de produits identiques pour qu'ils alignent leurs prix sur son offre. Laquelle peut être inférieure au prix allemand payé par ce même acheteur. Par la seule présence, le produit importé fonctionne comme une arme de dissuasion contre le fournisseur français quand il veut défendre un prix de vente justifié.

Ajoutées aux politiques européennes d'importations tous azimuts de produits alimentaires en provenance des pays tiers, les nouvelles armes données aux distributeurs par la LME conduisent aussi les transformateurs à payer moins les producteurs. Voilà pourquoi les prix de produits aussi variés que le lait, la viande bovine, la viande porcine, les fruits et légumes, les vins d'entrée de moyenne gamme ne permettent plus aux producteurs agricoles de vivre de leur travail.

Par ailleurs, le trop faible pouvoir d'achat de 20 à 30 millions de consommateurs français conduit ces derniers à se détourner de plus en plus souvent des produits de qualité. Lesquels voient leurs prix se dégrader à leur tour sur un marché saturé. Ainsi, même quand des produits comme la pêche, la fraise ou le melon sont vendus à des prix qui rémunèrent correctement le producteur avec une marge raisonnable du distributeur (cela arrive aussi), ils demeurent trop chers pour des millions de consommateurs. Il en va de même pour les produits labellisés d'origine animale. Voilà comment la baisse du pouvoir d'achat accentue à son tour la crise agricole et accélère la ruine des paysans.

L'agriculture française se trouve ainsi placée sur une pente glissante et dangereuse par la politique d'un président de la République uniquement préoccupé de veiller sur la fortune des plus riches. L'excédent du commerce agricole du pays se dégrade d'année en année. La montée de l'endettement d'une majorité d'exploitants sous-rémunérés plombe à son tour la compétitivité de la ferme France. Les politiques de contractualisation évoquées par le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, ne marchent pas et ne marcheront pas tant que la LME permettra de récompenser le comportement déloyal des distributeurs face à leurs fournisseurs. Il faut donc revenir sur la LME avant qu'elle ne provoque la ruine d'une majorité de paysans.

*Dernier ouvrage paru : **Planète alimentaire : l'agriculture française face au chaos mondial**, Pascal Galodé Éditeurs, 17 euros.*

Gérard Le Puill